

Les crises structurelles dans la dynamique historique du changement social

Gérard Duménil

Il aura fallu trente ans au capitalisme néolibéral pour faire la démonstration de son caractère insoutenable. Après plusieurs années de crise, on peut encore s'interroger sur sa capacité à trouver de nouvelles voies assurant sa survie. Où va donc le capitalisme ?

Les notions sont désormais familières. S'il existe une *idéologie* néolibérale, le « néolibéralisme » doit s'entendre comme un ensemble de *pratiques*, une nouvelle phase du capitalisme, d'une violence sociale renouvelée. Les coûts pour les fractions les plus démunies des populations ont été considérables, notamment dans certaines régions du monde comme l'Afrique et l'Amérique latine. Des résistances se sont faites jour. Mais, jusqu'à la seconde moitié des années 2000, ce capitalisme d'un nouveau type a manifesté une efficacité surprenante dans la poursuite de ses objectifs : l'enrichissement de la fraction la plus privilégiée des populations et le renforcement de l'hégémonie internationale des Etats-Unis. Pourtant, au fil de ces décennies, les contradictions se sont accumulées et aiguisées.

Le calendrier de la crise est désormais bien établi. *Août 2007*, la presse se fait l'écho de tensions sur le marché interbancaire mondial, sans que ces premiers événements ne soient lus comme les signes avant-coureurs d'une conflagration majeure. *Mars 2008*, la tension monte et la Réserve fédérale des Etats-Unis intervient de manière spectaculaire. *Septembre 2008*, des pans entiers du système financier états-unien et international s'effondrent. La crise s'exporte au monde. En ce *troisième trimestre 2010*, malgré la répétition inlassable du contraire, la conscience se fait jour que rien ne sera simple ou rapide, au moins dans les pays du Centre. Car la Chine et l'Inde sont, de nouveau, sur les rails des lignes à grande vitesse. Une nouvelle configuration mondiale s'élabore.

Face à de tels événements, la Gauche radicale s'anime, on le comprend. Les plus obstinés voient dans la crise les prolégomènes de la *fin* du capitalisme. D'autres s'interrogent sur l'éventualité d'une *mutation*, le possible retour vers un compromis social évocateur de celui qui prévalut dans l'après-guerre. Comment pourrait-il en être autrement ? Les luttes sociales ne seront-elles pas au rendez-vous d'une telle crise majeure ? De nouvelles utopies ne naîtront-elles pas des cendres des anciennes, ranimées par le souffle d'un mouvement social de grande ampleur ? Le temps passe, et les transformations restent bien timides aux Etats-Unis ; l'Europe se raidit dans son droitisme.

L'écheveau de ces dynamiques sociales est difficile à démêler. L'économique et le politique y sont inextricablement liés. Les lignes qui suivent dessinent à très gros traits les grands axes d'une interprétation. L'histoire y joue un grand rôle. Elle ne se répète pas, mais comment en saisir les derniers développements hors d'une telle mise en perspective ? Trois grands « constats » sont opérés, avant d'en tirer les conclusions concernant la crise actuelle.

Premier constat : Cette crise n'est pas la première, et toutes ne procèdent pas d'une logique identique. On peut en distinguer quatre : la crise de la fin du XIX^e siècle, la crise de 1929, la crise des années 1970, et la crise actuelle. La première et la troisième sont des crises de rentabilité, alors que la seconde et la quatrième sont l'effet d'emballements incontrôlés des logiques de recherche de hauts revenus par des minorités privilégiées.

On peut caractériser ces quatre crises comme « structurelles ». Par leur ampleur, leur durée, leur périodicité (d'une trentaine d'années) et leurs causes qui renvoient aux dynamiques longues du capitalisme, elles se distinguent des récessions qui ponctuent le cycle conjoncturel tous les cinq ou dix ans, et dont la durée est de l'ordre de un an. Elles touchent la majorité des

pays capitalistes développés, sinon leur totalité. La brève présentation qui suit privilégie, cependant, l'exemple des Etats-Unis.

Au cours de la dernière décennie du XIX^e siècle, la rentabilité du capital chute. La concurrence se déchaîne et les entreprises s'organisent en trusts et cartels. Le chômage explose. Autour de l'année 1900, le capitalisme états-unien se restructure radicalement sur la base des transformations techniques et organisationnelles antérieures. On peut parler de trois révolutions : révolution des « sociétés par actions » (corporations), révolution financière (la constitution d'un nouveau système bancaire étroitement lié aux nouvelles sociétés) et révolution managériale (la délégation de la gestion à des états-majors de cadres dont l'action est soutenue par des employés).

Une économie duale se développe alors, où coexistent le secteur avancé des grandes sociétés, vecteur d'une nouvelle efficacité, et un secteur traditionnel, plus ou moins protégé par les législations antitrust. Les mécanismes et institutions financières explosent littéralement après la Première Guerre mondiale ; la bourse est au centre du jeu économique. La Réserve fédérale a été créée en 1913, mais son action reste timide sous l'effet des pressions droitières. Malgré la remontée encore très modérée de la rentabilité du capital, l'économie états-unienne entre dans une nouvelle crise majeure, de très grande ampleur, face à l'incurie d'un pouvoir réactionnaire. Le secteur traditionnel est en déroute ; le système bancaire s'écroule. Il faudra la *New Deal* et la Seconde Guerre mondiale pour en sortir. Mais le capitalisme s'en trouve métamorphosé.

Trente ans encore, c'est le rythme apparent du grand balancier des dynamiques capitalistes. Les transformations technico-organisationnelles initiées au début du XX^e siècle ont atteint toute la sphère économique : de l'industrie, vers les services et le grand commerce. Le gain en efficacité n'est pas perdu, mais les *avancées* touchent à leur terme. Malgré les politiques, les transferts de revenus par l'inflation vers les entreprises et la diminution de la fiscalité des entreprises, la rentabilité du capital baisse dès la fin des années 1960, une tendance qui s'accroît au cours des années 1970. L'accumulation du capital se ralentit et l'inflation se fait cumulative. Le chômage de masse sévit à nouveau.

Cette crise fournira les conditions de l'établissement du nouvel ordre social. Le néolibéralisme, au travers d'une crise financière majeure dans les années 1980, initie un nouveau cours des choses. Toute l'économie est réorientée au bénéfice des hauts revenus. Les outils en sont de nouveaux critères de gestion, de nouvelles politiques, la déréglementation et, notamment, au plan international, l'ouverture des frontières commerciales et financières. Des conditions propices à la rentabilité du capital sont recrées. Pourtant, les profits ne sont pas conservés par les entreprises, mais détournés par les hauts salaires ou distribués en intérêts et dividendes aux détenteurs de capitaux. La folie financière atteint l'ensemble du monde. La crise qui surgit dans les années 2000 procède de la rencontre de cet emballement, aigu aux Etats-Unis, porté par la déréglementation, et la trajectoire de déséquilibre économique insoutenable propre à ce pays que permet la mondialisation sous hégémonie états-unienne.

Au total, deux types de crises structurelles, dont les causes et les manifestations sont clairement distinctes. La première et la troisième évoquent l'analyse que Marx donna de la tendance récurrente à la baisse du taux de profit ; les autres, renvoient aux conflations que Marx évoquait dans *Le Manifeste*, où l'apprenti sorcier capitaliste pousse à l'extrême des mécanismes dont il perd la maîtrise. Dans le premier cas, le capitalisme « coule » ; dans le second, il « explose ». Deux manières de mourir aurait écrit Marx, si l'histoire lui avait donné matière à recourir à la métaphore.

Deuxième constat : Chacune des phases qui séparent ces crises manifeste la prévalence de configurations sociales distinctes, à la fois politiques et économiques : des « ordres sociaux ». Ils sont l'expression des dominations de certaines classes ou fractions de classes, et des compromis sur lesquels ces dominations reposent. La liste en est : la première hégémonie financière, le compromis social de l'après-guerre et la seconde hégémonie financière dans le néolibéralisme. « Finance » renvoie ici aux classes capitalistes et leurs institutions financières.

Entre quatre grandes crises, trois espaces sont créés pour des ordres sociaux distincts.

La première phase s'étend de la fin des années 1890 à la crise de 1929. Au sortir de la crise de la fin du XIX^e siècle, les Etats-Unis se sont engagés avec une avance significative dans les trois révolutions qui marquent l'entrée dans le « capitalisme moderne », témoignant d'une nouvelle efficience. Aux côtés des classes moyennes traditionnelles de petits agriculteurs, de commerçants et d'artisans, s'enflent alors les rangs de nouvelles classes salariés de cadres et d'employés, ouvrant un vaste éventail de fonctions et de revenus. La conduite directe des entreprises passe aux mains des cadres. La domination des classes capitalistes – les propriétaires des grandes sociétés, financières ou non, en fait, des deux de manière inséparable – doit s'accommoder de compromis avec ces couches traditionnelles ou nouvelles. Mais ces nécessités sont peu contraignantes. Les classes capitalistes tiennent les rênes. Deux hégémonies s'établissent ainsi. La première est *sociale*, celle de la fraction supérieure des classes capitalistes. On peut la qualifier de première « hégémonie financière », en appelant « Finance », ces fractions de classes capitalistes et les institutions financières où se concentre leur pouvoir. L'autre est *internationale*, wilsonienne, celle des Etats-Unis, dont l'avance assure la domination internationale hors de la constitution d'un empire colonial formel (en fait, compte tenu de l'abandon de ce projet).

La seconde phase s'étend du début du New Deal, en 1933, à la fin des années 1970. La crise de 1929 déstabilise la première hégémonie financière mais non l'hégémonie internationale des Etats-Unis. Pour les classes capitalistes, le terrain social est miné. De vastes états-majors de cadres se sont établis au cœur des rouages des secteurs nonfinanciers et financiers de l'économie, ainsi que dans l'administration. En matière d'organisation et d'innovation, ce sont eux qui sont à la barre. Il en résulte une certaine émotion. On avait déjà parlé antérieurement de « pouvoir hors de la propriété » quand la bourgeoisie rentière semblait s'investir dans ses loisirs – toutes appréciations qu'il faut, bien entendu, modérer.

Dans le New Deal, ces risques se matérialisent. Et il faudrait parler d'autres expériences dans le monde, notamment du Front populaire. En réponse au chaos capitaliste, à l'initiative des cadres de l'administration et avec l'appui des gestionnaires, une idéologie d'organisation a pris corps. Le terme effectivement utilisé est celui de « planification », et il s'agit bien ici des Etats-Unis du New Deal et de l'économie de guerre (ou de la France des premières décennies de l'après-guerre).¹ Franklin Roosevelt tend la main au monde du travail et prend ses distances vis-à-vis des grandes entreprises. Pourtant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ces tendances perdent beaucoup de leur radicalité. La révolution keynésienne fait du contrôle de la situation macroéconomique un devoir de l'Etat. Elle se combine, assez naturellement, avec les avancées de la protection sociale, de l'éducation et de la recherche soutenue par l'Etat. Ainsi, la *planification* cède-t-elle la place aux *politiques* (à des degrés et rythmes divers selon le pays).

Un nouvel ordre social est, en fait, trouvé, dont le noyau dur est un compromis entre les nouvelles classes de cadres, privés et publics, et les classes populaires d'ouvriers et

¹ On peut lire à ce propos le célèbre *The road to serfdom* que von Hayek publie en 1944.

d'employés. Les prérogatives des classes capitalistes, leurs pouvoirs et revenus, sont fortement diminuées. Dans certains pays, des pans entiers du système productif, non financier et financier, sont nationalisés ; d'une manière générale, les cadres gèrent les entreprises selon des critères renforçant leur autonomie ; les politiques visent à l'emploi, la production et la hausse de la productivité, conformément aux visions productivistes qui dominèrent cette époque ; le secteur financier est mis au service de la croissance. Le compromis avec les classes populaires se matérialise dans le progrès des pouvoirs d'achat, la protection sociale, et l'élévation des niveaux d'études. On croit au « progrès » social et technique (tout en détruisant la planète). Tout cela se met en place, principalement, dans les pays du Centre dans le contexte d'un impérialisme non diminué, malgré d'ambitieuses politiques de développement comme dans certains pays d'Amérique latine et d'Asie.

La troisième phase est le capitalisme néolibéral, du début des années 1980 jusqu'à nos jours. Tirant parti des tensions créées par la crise des années 1970, les classes capitalistes imposent une « seconde hégémonie financière », visant au rétablissement et à l'élargissement de leurs prérogatives. Le compromis entre les classes de cadres et les classes populaires est graduellement désarticulé, en commençant par le sommet des hiérarchies cadristes (les dirigeants). Mais le ralliement des cadres aux stratégies néolibérales s'étend graduellement, témoignant d'un basculement irrésistible. Les Etats-Unis montrent la voie, mais le reste du monde suit, dans des configurations diverses, dont l'exemple caricatural est la Russie. Mais ce basculement des alliances viendra, avec un léger retard, gangréner également la société française qu'on aurait pu croire vaccinée par des décennies d'intervention étatique et un mouvement social puissant.

Troisième constat : Les crises structurelles manifestent les soubresauts de mouvements plus profonds, expression des dynamiques longues du mode de production, comme des tremblements de terre manifestent le mouvement des plaques tectoniques. Les directions du changement historique se déterminent à la rencontre de ces dynamiques sous-jacentes et des luttes sociales. Aucun des dénouements n'est séparable de l'élan des luttes, à la fois les résistances venues d'en-bas et les luttes entre ceux d'en-haut.

Dans la succession de ces ordres sociaux, les tendances économiques sous-jacentes et les crises jouent des rôles fondamentaux. Elles créent indéniablement des conditions ; elles mettent à « l'ordre du jour » de nouvelles transformations (comme les trois révolutions de la fin du XIX^e siècle, la révolution keynésienne et la mondialisation) ; mais aucun *déterminisme* n'existe quant au dénouement. A ces facteurs économiques, il faut, en effet, ajouter la dynamique des « luttes de classes ». Cette notion est entendue ici dans un sens large, renvoyant également aux tensions entre composantes des classes supérieures.

La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e ont été fortement marqués par la montée du mouvement ouvrier. Les Etats-Unis ne font pas exception à cette observation. Le *Socialist Party of America* fut formé en 1901, résultat de la fusion d'organisations déjà existantes. Le début du siècle fut marqué par de nombreuses et violentes grèves.² Ces initiatives ouvrières radicales furent déjà à l'origine d'un certain nombre de mesures visant à des « adoucissements » modérés de la condition ouvrière, mais elles furent sévèrement réprimées, notamment durant la Première Guerre mondiale au nom du « patriotisme ». C'est principalement entre les deux sections des classes capitalistes, les propriétaires des grandes sociétés et ceux des entreprises plus modestes n'ayant pas emboîté le pas des nouvelles institutions du capitalisme moderne, qu'un compromis vit le jour après la grande crise de la fin du XIX^e siècle. Mais il ne survécut pas à la crise de 1929, dont il fut, d'ailleurs, un des déterminants.

² Notamment, le fameux *Ludlow Massacre* en 1916.

Dans ce contexte, les fractions supérieures des classes capitalistes s'engouffrèrent dans les transformations qu'on a décrites, les trois révolutions, qui leur permirent de surmonter les tensions du moment, mais qui, d'une certaine manière, représentaient une menace pour leur hégémonie à plus long terme, comme l'après-guerre allait le prouver.

Cette convergence des conditions économiques et socio-politiques fut encore plus évidente dans le cas de la crise de 1929. Cette période coïncida avec un point culminant du mouvement ouvrier. Quels que soient les pièges de l'histoire, ce mouvement était alors porté par la grande utopie d'une société sans classe, dont l'histoire aurait, de nos jours, prétendument sonné le glas. Révoltes et utopies se rejoignirent et se renforcèrent mutuellement dans cette grande conjoncture historique.

A ce carrefour, s'autonomisèrent et progressèrent en parallèle deux variantes de phénomènes historiques liés. D'un côté, au sein du mouvement ouvrier léniniste, des cadres qui s'auto-déclaraient les portes paroles les plus conséquents des masses laborieuses, conduisirent les luttes à la victoire, sous la bannière du « socialisme ». Le prix en fut une organisation stricte et un combat héroïque. Sur cette base, une nouvelle classe dirigeante de cadres (pas seulement les « bureaucrates » d'un Etat ouvrier dégénéré) se mit au pouvoir. La lutte de classes s'en trouva « confisquée, » interdite (ou commandée d'en-haut), jusqu'à la chute du système. De l'autre, dans la tempête de la dépression, des cadres, portés par la dynamique du mouvement ouvrier, arrachèrent la barre des mains des capitalistes, sans toute fois les jeter par-dessus bord. Ainsi voyaient le jour diverses variantes de ce qu'on peut appeler « social-démocratie ». La différence avec la première variante, « révolutionnaire », est que cette configuration permit la poursuite de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « démocratie ». Mais la distance était grande avec le sens étymologique du terme, car « le peuple » est loin de détenir le pouvoir au sein des républiques de classe. Les institutions étatiques étaient à l'image du compromis social dont elles étaient l'agent. Cette modalité donna, cependant, à cette expérience son visage humain.

Du point de vue des forces sociales sous-jacentes et des hiérarchies de classes qui allaient en résulter, ces deux itinéraires procédaient des mêmes dynamiques. Dans les deux cas, deux grands courants historiques se rencontraient : d'une part, la *révolte* des classes exploitées et, d'autre part, le grand *projet organisateur* des cadres inhérent à leur nature de classe. Le marxisme en fut un produit de cette rencontre. On connaît le destin de la première variante, véritable fossoyeur des utopies. Quant au nouveau chemin de l'histoire ouvert par le « compromis à gauche de l'après-guerre », on sait également qu'il fut, finalement, barré par les classes capitalistes au bénéfice de la révolution néolibérale. Même si les méandres de l'intrigue diffèrent sensiblement, les acteurs de ces deux grandes tragédies étaient fondamentalement les mêmes. Le dénouement fut également identique.

Les modalités du basculement dans le néolibéralisme au terme des années 1970 illustrent à nouveau de manière exemplaire la rencontre des conditions économiques sous-jacentes et des luttes. Concernant les *tendances économiques*, les nouvelles directions prévalant au cours des premières décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale avaient créé des conditions très favorables, héritées des trois révolutions de la fin du XIX^e siècle. Elles facilitèrent grandement la mise en place et continuation du compromis à Gauche caractéristique de ces décennies. Elles rendaient, en effet, compatibles : (1) le progrès des pouvoirs d'achat de la grande masse des salariés (et la protection sociale) ; (2) la hausse formidable des dépenses publiques ; et (3) une rentabilité suffisante des entreprises dont les bénéfices finançaient les dépenses publiques et, pour le reste, étaient largement conservés en vue de l'investissement. La relation avec les *lutttes* s'établit aisément. Lorsque ces avancées vinrent à leur terme, les forces sociales qui supportaient le compromis ne surent s'organiser pour développer l'expérience en la poussant plus avant, dans le contexte de mort des utopies liée à l'échec des

autres voies. L'idée fixe de la relance par la hausse des salaires, vaine dans une crise de rentabilité, et la volonté de s'intégrer dans la grande dynamique de la mondialisation qui gagnaient les fractions supérieures des cadres, désintégra le compromis, vidant le mouvement de son contenu politique. Les classes capitalistes, en lutte depuis les origines de leur recul, parvinrent à démanteler les résistances, réprimer les grèves, et imposer un nouvel ordre social, entraînant sans trop de difficulté les cadres à leurs côtés. L'idéologie et la politique basculèrent, sous le couvert de la prétendue « troisième voie », une farce sinistre cachant le rétablissement d'un compromis social en-haut, à Droite. Le Parti Socialiste en France en fournit une illustration exemplaire.

Retour à la crise actuelle : En l'absence d'un mouvement populaire puissant, le nouvel ordre social qui suivra la crise reflètera principalement les tensions internes aux classes dominantes. Son champ principal sera encore celui de la relation entre propriété et gestion, ce dernier terme étant pris au sens large, expression de la continuation d'une ample dynamique historique. Mais les rivalités internationales entre des pays dont les économies sont désormais placées en concurrence directe influenceront profondément ces mouvements.

Les crises n'arrêtent pas l'histoire ; elles l'accélèrent. On retrouve ici la vieille métaphore de la violence accoucheuse de l'histoire. Mais en écartant l'ancien au profit du nouveau, elles en déterminent des directions durables.

En dépit de leur différence de nature, le parallèle entre la crise actuelle et la crise de la fin du XIX^e siècle est riche d'enseignements. Cette dernière crise ne déstabilisa pas l'hégémonie des classes capitalistes. Combinée aux luttes, elle soumit ces classes à la nécessité d'importants *changements*. Certains aspects des révolutions de la fin du XIX^e siècle (comme la constitution des grandes entreprises et l'emprise du nouveau secteur financier sur ces sociétés) contribuaient à la consolidation des pouvoirs des fractions supérieures des classes capitalistes ; tout en allant dans le même sens, d'autres (comme la délégation de la gestion à des salariés dans la révolution managériale) étaient également porteuses de certaines menaces à plus long terme ; enfin, d'autres transformations urgentes ne furent pas réalisées comme la gestion centralisée des équilibres macroéconomiques. De telles *transformations* sont déjà programmées dans la foulée de la crise actuelle, et d'autres verront le jour.

La crise des années 1970 donna aux classes capitalistes et leurs alliés, l'occasion de promouvoir la formidable révolution de la mondialisation, qui plaça tous les travailleurs du monde dans une situation de concurrence. Elle mit un frein au progrès social que les luttes avaient imposé dans les pays du Centre, et que seule une telle mise en concurrence pouvait déstabiliser. Les classes supérieures tentent une nouvelle fois de jouer cette même carte dans la crise actuelle. Le langage des protagonistes de cette action est celui de l'« austérité », et sa vraie nature, celle de l'accentuation de toutes les formes de l'exploitation.

Mais, du point de vue de ses causes, c'est évidemment à la crise de 1929 que la crise actuelle ressemble le plus, faisant suite à une période d'hégémonie financière. La crise de 1929 accéléra la mise en place des transformations initiées par la crise de la fin du XIX^e siècle. Ainsi, les trois révolutions n'atteignirent-elles leur forme pleine qu'après la Seconde Guerre mondiale, alors que la quatrième, la révolution keynésienne voyait, alors tardivement le jour. Du point de vue des changements profonds, tout continuait, mais tout changeait également, car la vigueur des luttes au plan mondial, et la menace que faisait planer une utopie de changement radical, imposèrent un nouvel ordre social. Le politique retrouvait ainsi sa primauté. Il pourrait en être de même de la crise actuelle.

Il y a dans le néolibéralisme un aspect « rétrograde » qui marche à l'opposé de l'histoire dans la re-finalisation des dynamiques socio-économiques vers l'intérêt exclusif des classes

capitalistes (le « tout pour le créancier ou l'actionnaire »). Face aux débordements qui en résultèrent, on nous parle souvent de la nécessité d'une « reprise en main », de la fixation de nouvelles règles, plus techniquement, d'une « re-réglementation ».³ Il s'agit donc, une nouvelle fois, de rectifier un itinéraire. Les classes capitalistes n'en sortiront pas indemnes, du moins dans les pays du Centre. Il y aura des reculs, pour le meilleur ou le pire. Cette reprise en main doit être comprise comme une invitation à la reconfiguration du rapport entre classes de cadres et classes capitalistes. C'est, en effet, au sein des classes supérieures que les choses semblent devoir se jouer. C'est « par en-haut » que les tensions sociales et les transformations historiques du mode de production convergent dans cette crise du néolibéralisme. Dans le compromis au sommet, cela implique un réajustement en faveur des cadres : des gestions et politiques musclées. En l'absence d'une vigoureuse lutte populaire, il y a peu de chances que le rééquilibrage déborde vers la Gauche.

Encore une fois, les Etats-Unis montrent la route, non pas que ce mouvement y soit clairement en marche (il l'est seulement timidement), mais parce que c'est dans ce pays que l'urgence est la plus grande. Depuis son établissement, les contradictions de l'ordre néolibéral ne cessaient de s'aggraver, partout dans le monde, mais, aux Etats-Unis, la recherche effrénée des hauts revenus de la part des classes supérieures – vecteurs de la mondialisation, de la déréglementation et de la financiarisation à leurs bénéfices – est venue converger avec les déséquilibres de ce pays, notamment ses déficits et endettements cumulatifs. Seule l'hégémonie internationale des Etats-Unis, dont le dollar est le symbole et l'instrument, a permis la prolongation de cette trajectoire pendant trois décennies. Mais désormais, sa poursuite est impossible. Au-delà du boom des hautes technologies de la seconde moitié des années 1990, les équilibres macroéconomiques de l'économie états-uniennes sont désormais ingérables. Le divorce entre les classes dominantes et le pays en tant que territoire économique est consommé. Le dilemme est clairement posé : ou bien la réconciliation aura lieu – ce qui implique une remise en question radicale des options de classe du néolibéralisme – ou bien le déclin relatif du pays, déjà rapide, ne fera que s'accélérer. C'est donc le « facteur national » (« nationaliste », c'est un risque) qui pourrait l'emporter.

Les révoltes tardent à se manifester. Un message fondamental nous vient de Marx. En l'absence d'un mouvement populaire puissant, porteur d'une alternative, les chances sont minces de se défaire des classes capitalistes et des classes en général. La révolte sans utopie est comme une flèche sans cible, perdue pour la lutte de classes. Le temps des classes capitalistes est passé, mais elles vont s'accrocher de plus en plus résolument à leurs alliés du sommet des hiérarchies gestionnaires, murmurant à leurs oreilles les délices du partage de leur condition de classe possédante des moyens de production.

³ On ne parle plus de gestion, mais de « management » ou de « gouvernement d'entreprise » quand il s'agit de haute gestion. Dans le même monde, on dit « régulation » pour parler de réglementation.